COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Bruxelles, le 1.9.2006
COM(2006) 476 final

2004/0150 (COD)

**COMMUNICATION DE LA COMMISSION
AU PARLEMENT EUROPEEN**

conformément à l'article 251, paragraphe 2, deuxième alinéa, du traité CE

concernant la

position commune arrêtée par le Conseil en vue de l'adoption d'une décision établissant le programme Culture 2007 (2007-2013)

2004/0150 (COD)

COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPEEN

conformément à l'article 251, paragraphe 2, deuxième alinéa, du traité CE

concernant la

position commune arrêtée par le Conseil en vue de l'adoption d'une décision établissant le programme Culture 2007 (2007-2013)

1. HISTORIQUE

Date de transmission de la proposition au Parlement européen et au Conseil (document COM(2004) 469 final – 2004/0150(COD)):	14 juillet 2004
Date de l'avis du Comité des Régions:	23 février 2005
Date de l'avis du Parlement européen en première lecture:	25 octobre 2005
Date de l'accord politique au Conseil:	18 mai 2006
Date d'adoption de la position commune:	18 juillet 2006

2. OBJECTIF DE LA PROPOSITION DE LA COMMISSION

L'objectif de la proposition de la Commission est d'établir un programme qui contribue au développement de valeurs culturelles européennes communes par le développement de la coopération culturelle entre créateurs, acteurs culturels et institutions culturelles. Ce programme entend promouvoir la coopération multilatérale au sein de l'Europe et contribuer à l'émergence d'une identité européenne par la base, grâce à des interactions entre citoyens.

Le programme proposé va plus loin que les programmes qui l'ont précédé dans le renforcement de la coopération culturelle en concentrant l'action communautaire sur trois objectifs principaux identifiés comme ayant une forte valeur ajoutée européenne : la mobilité transnationale de ceux qui travaillent dans le secteur culturel, la circulation transnationale des œuvres d'art et des produits artistiques et culturels ainsi que le dialogue interculturel.

Il se compose de trois volets : i) le soutien direct à des projets de coopération culturelle, ii) le soutien à des organismes européens de coopération culturelle et iii) le soutien à des travaux d'analyse ainsi qu'à la collecte et à la diffusion de l'information dans le domaine de la coopération culturelle.

3. COMMENTAIRES SUR LA POSITION COMMUNE

La position commune a été arrêtée le 18 juillet 2006 à l'unanimité. La Commission estime que ce texte de compromis est conforme à la plupart des objectifs de la proposition modifiée

de la Commission, laquelle a repris un grand nombre des amendements du Parlement européen. Tous les amendements du Parlement européen que la Commission pouvait accepter en totalité ou en partie ont été intégrés dans la position commune du Conseil, dans certains cas après avoir été reformulés, à savoir les amendements 1, 4, 7, 11, 15, 20, 23, 27, 33, 41, 43, 51, 52, 10, 14, 53, 55, 56, 59, 6, 8, 16, 26, 19, 24, 38, 42 et 62. En outre, les amendements 2, 3 et 13 (pour lesquels la Commission avait adopté une position de réserve) ainsi que les amendements 34, 47 et 49 sont eux aussi repris dans la position commune.

La Commission ne saurait toutefois soutenir la position commune sur deux points: la ventilation budgétaire et l'extension de la procédure de comitologie aux décisions individuelles de sélection.

Le Conseil a décidé de modifier la ventilation budgétaire indicative proposée par la Commission de sorte à allouer 32 % du budget du programme aux projets pluriannuels (volet 1.1 du programme), contre 36 % dans la proposition de la Commission, et 29 % aux actions de coopération (volet 1.2 du programme), contre 24 % dans la proposition de la Commission. La Commission est d'avis que sa proposition initiale permettait le développement d'une réelle coopération structurée à l'échelon européen et, partant, donnait plus de visibilité aux projets durables à long terme et, par voie de conséquence, au programme. L'accent mis initialement sur les projets pluriannuels ne saurait être considéré comme un accent mis sur les grands opérateurs par opposition aux petits opérateurs; le but était d'encourager tous les opérateurs – quelle que soit leur taille – à participer à des projets de coopération ambitieux. La Commission juge aussi nécessaire de consacrer 17 % du budget (contre 16 % dans la position commune) aux actions spéciales (volet 1.3 du programme) car ce volet vise à avoir une résonance significative auprès des peuples de l'Europe et contribuer à une meilleure prise de conscience de l'appartenance à une même communauté, ce qui est vital pour l'émergence d'une citoyenneté européenne.

Le Conseil a décidé d'étendre la procédure de comitologie aux décisions relatives à la sélection des projets pour les subventions d'un montant supérieur à €200.000 (nouvel article 8.2d). Cette extension aurait pour conséquence d'allonger, sans réelle valeur ajoutée, la procédure décisionnelle interne relative à la mise en œuvre du programme.

La Commission note aussi que l'enveloppe financière de EUR 354 millions en prix 2004 prévue dans la position commune du Conseil (article 2) correspond à un montant de EUR 400 millions en prix courants.

4. CONCLUSION

La Commission estime que la position commune arrêtée le 18 juillet 2006 à l'unanimité représente, dans une large mesure, un progrès significatif en ce qu'elle accroît la clarté de la décision et améliore ses dispositions dans le respect des objectifs à atteindre tels qu'indiqués dans la proposition de la Commission. Toutefois, la Commission s'oppose aux aspects de la position commune relatifs à la ventilation budgétaire et à la comitologie (voir déclaration ci-jointe) et ne peut donc pas accepter ledit texte.

ANNEXE

Déclaration de la Commission relative à l'article 8

La Commission regrette que le Conseil souhaite introduire dans la décision établissant le programme «Culture 2007» une procédure de comitologie pour les décisions individuelles de sélection des activités, en plus de la procédure de comitologie envisagée dans la proposition originale de la Commission en ce qui concerne la procédure de sélection en tant que telle. La Commission note qu'en conséquence, les candidats devront attendre deux à trois mois de plus, en comparaison avec la proposition originale, avant d'obtenir une décision sur leurs propositions, ce qui va à l'encontre du principe de simplification et de convivialité préconisé par la Commission, le Conseil et le Parlement européen lors du lancement du processus législatif. La Commission note également que le Parlement européen, dans son avis en première lecture, n'était pas favorable à ce que les décisions individuelles de sélection fassent l'objet d'une procédure de comitologie.

Lors de l'exécution du programme «Culture 2007», la Commission s'engage à informer sans délai le Conseil et le Parlement européen de toutes les décisions de sélection d'activités qui sont prises sans avoir été soumises à une procédure de comitologie.

La Commission s'engage en outre à continuer à chercher les moyens de réduire la durée de la sélection par une plus grande efficacité administrative, en particulier par l'utilisation de la nouvelle agence exécutive pour la mise en œuvre du programme. Elle note cependant que le temps gagné par ces moyens sera bien moindre que les deux à trois mois dont il est question s'il faut passer par une procédure de comitologie pour chaque décision de sélection.

LEGISLATIVE FINANCIAL STATEMENT

Policy area(s):	Education and culture
Activit(y/ies):	**Culture et Langues**

TITLE OF ACTION:	**CULTURE PROGRAMME**

1. BUDGET LINE(S) + HEADING(S) HEADING 3B

15 04 44 - Culture 2007

15 01 04 44 – Culture 2007 – Expenditure on administrative management

15 01 04 31 –Executive Agency for Education, Audiovisual and Culture – Subsidy for programmes of Heading 3b

2. OVERALL FIGURES

2.1. Total allocation for action : € 400,000 million

2.2. Period of application:

2007-2013

2.3. Overall multiannual estimate of expenditure:

(a) Schedule of commitment appropriations/payment appropriations (financial intervention) *(see point 6.1.1)*

Cash prices € million (*to 3rd decimal place)*

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*	Total
Commitments	43,592	44,804	51,612	53,636	56,764	58,236	59,356	**368,000**
Payments	16,750	35,574	41,605	46,729	49,343	52,531	125,468	**368,000**

* 2013 et seq for payments

(b) Technical and administrative assistance and support expenditure *(see point 6.1.2)*

Cash prices € million (*to 3rd decimal place)*

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*	Total
Commitments	4,208	3,989	4,071	4,528	4,750	5,109	5,345	**32,000**
Payments	4,208	3,989	4,071	4,528	4,75	5,105	5,344	**32,000**

* 2013 et seq for payments

Cash prices € million (*to 3rd decimal place)*

Subtotal a + b	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*	Total
Commitments	47,800	48,793	55,683	58,164	61,514	63,345	64,701	**400,00**
Payments	20,958	39,563	45,676	51,257	54,093	57,636	130,812	**400,00**

* 2013 et seq for payments

(c) Overall financial impact of human resources and other administrative expenditure *(see points 7.2 and 7.3)*

Cash prices € million (*to 3rd decimal place)*

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Total
Commitments / payments	2,239	2,239	2,239	2,240	2,240	2,240	2,241	**15,678**

Cash prices € million *(to 3rd decimal place)*

TOTAL a+b+c	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*	Total
Commitments	50,039	51,032	57,922	60,404	63,754	65,585	66,942	**415,678**
Payments	23,197	41,802	47,915	53,497	56,333	59,876	133,053	**415,678**

* 2013 et seq for payments

2.4. Compatibility with financial programming and financial framework

[X] Proposal is compatible with Annex I of the Interinstitutional Agreement on budgetary discipline and sound financial management on the financial framework 2007-2013 (JO C139 of 14 June 2006) and document V of the Commission on financial programming 2007-2013 (SEC(2006) 625 of May 2006)

2.5. Financial impact on revenue:

[X] Proposal has no financial implications (involves technical aspects regarding implementation of a measure)

3. BUDGET CHARACTERISTICS

Type of expenditure		**New**	**EFTA contribution**	**Contributions form applicant countries**	**Heading in financial framework**
Non-comp	Diff	NO	YES	YES	3b

4. LEGAL BASIS

Treaty establishing the European Community, Article 151

5. DESCRIPTION AND GROUNDS

See initial proposal.

6. FINANCIAL IMPACT

6.1. Total financial impact on Part B - (over the entire programming period)

6.1.1. Financial intervention

Commitments (cash prices)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Total
Strand 1 – Support for projects	**36,422**	**37,499**	**43,197**	**44,891**	**47,509**	**48,741**	**49,741**	**308,000**
-Multi-annual cooperation projects	16,824	17,532	20,196	20,988	22,212	22,788	23,460	144,000
-Cooperation measures	11,472	11,688	13,464	13,992	14,808	15,192	15,384	96,000
-Special Actions	8,126	8,279	9,537	9,911	10,489	10,761	10,897	68,000
Strand 2 – Support to European Bodies active in the field of Culture	**4,780**	**4,870**	**5,610**	**5,830**	**6,170**	**6,330**	**6,410**	**40,000**
Strand 3 – Analysis and Information	**2,390**	**2,435**	**2,805**	**2,915**	**3,085**	**3,165**	**3,205**	**20,000**
TOTAL	**43,592**	**44,804**	**51,612**	**53,636**	**56,764**	**58,236**	**59,356**	**368,000**

6.1.2. Technical and administrative assistance, support expenditure and IT expenditure (commitment appropriations)

Commitments (cash prices)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Total
1) Technical and administrative assistance								
a) Executive Agency	3,692	3,484	3,556	4,001	4,213	4,560	4,785	**28,288**
b) Other TAA: - intra muros:	0,171	0,167	0,171	0,175	0,178	0,182	0,186	**1,231**
- extra muros:	0,029	0,029	0,029	0,030	0,030	0,031	0,031	**0,209**
Symmetry								
Audits								
Other informatics assistance								
Experts – project evaluations								
Subtotal 1	**3,892**	**3,680**	**3,756**	**4,206**	**4,421**	**4,773**	**5,002**	**29,726**
2) Support expenditure								
a) Studies	0,104	0,106	0,108	0,110	0,113	0,115	0,118	**0,774**
b) Meetings of experts	0,061	0,062	0,063	0,064	0,065	0,067	0,068	**0,450**
c) Information and publications	0,151	0,142	0,145	0,148	0,151	0,154	0,157	**1,048**
d) Other								
Subtotal 2	**0,316**	**0,309**	**0,315**	**0,322**	**0,329**	**0,336**	**0,342**	**2,271**
TOTAL	**4,208**	**3,989**	**4,071**	**4,528**	**4,75**	**5,109**	**5,344**	**32,000**

Ces dépenses incluent la contribution du programme aux frais de fonctionnement de l'agence exécutive Education et culture, notamment les frais de personnel qui seront exposés par cette agence au titre de ce programme. Ces dépenses de personnel correspondent à une augmentation des effectifs au cours de la période résultant de l'augmentation des volumes d'activité qui seront confiés à l'agence, du fait de la croissance des budgets alloués aux volets dont la gestion lui sera déléguée.

6.2. Calculation of costs by measure envisaged in Part B (over the entire programming period)

Commitments (cash prices)

Breakdown	Type of outputs (projects, files)	Number of outputs (total for years 2007-2013)	Average unit cost	Total cost (total for years 2007-2013)
Strand 1- Support for projects				**308,000**
Multiannual cooperation projects	Subsidy/Grant to projects	79	1,826	**144,000**
Cooperation measures	Subsidy /Grant to projects	857	0,112	**96,000**
Special Actions	Subsidy/Grant to projects	393	0,173	**68,000**
Strand 2-Support to European Bodies active in the field of culture	Subsidy for the functioning costs of Organisations	268	0,149	**40,000**
Strand 3 – Analysis and Information				**20,000**
	Subsidy/Grant to projects	57	0,143	8,200
	Market contracts:			
	- Studies, collection, diffusion, exploitation of information and results	17	0,200	3,400
	Cultural Contact Points	189	0,044	8,400

Management of the programme	**Technical and administrative assistance (ATA)and support expenditure (DDA)**			**32,000**
TOTAL COST				**400,00**

7. IMPACT ON STAFF AND ADMINISTRATIVE EXPENDITURE

7.1. Impact on human resources

L'estimation des dépenses relevant de ce point 7 est une estimation moyenne sur la période 2007-2013. Il est envisagé d'augmenter les ressources humaines actuellement affectées à la gestion du programme Culture 2000 afin de prendre en compte l'évolution des crédits opérationnels affectés au programme; ces ressources humaines passeraient de 16 hommes/ans en 2007 à 20 hommes/ans en 2013 (pour 2013, les chiffres figurent entre parenthèses dans le tableau ci-dessous)

Types of post		Staff to be assigned to management of the action using existing and/or additional resources		Total	Description of tasks deriving from the action
		Number of permanent posts 2007 (2013)	Number of temporary posts 2007(2013)		
Officials or temporary staff	A	**4 (5)**		**4 (5)**	*Implementation of programme*
	B	**3 (5)**		**3 (5)**	
	C	**6 (7)**		**6 (7)**	
Other human resources DNE/AUX				**1** **2**	Support Staff National Experts (END)
Total		**13 (17)**		**16 (20)**	

7.2. Overall financial impact of human resources – 2004 prices

Type of human resources	Amount (€ million) 2007(2013)	Method of calculation
Officials	1.404.000	13* 108.000
Temporary staff	(1.836.000)	17* 108.000
Other human resources	108.000	1* 108.000 Support Staff
(specify budget line)	90.000	2* 45.000 National Experts (END)
Total	1.602.000 (2.034.000)	

The amounts are total expenditure for twelve months.

7.3. Other administrative expenditure deriving from the action – 2004 prices

Budget line (number and heading)	Amount € million 2007(2013)	Method of calculation
Overall allocation (Title A7)		
A0701 – Missions	41.250	5 pers.*10 missions* € 825 (average)
A07030 – Meetings	116.000	2 meet.*50 pers.* (€ 860 + 2*(€ 150)
A07031 – Compulsory committees [1]	64.500	3 meet.*25 pers. *€ 860+2* (€ 150)
A07032 – Non-compulsory committees		
A07040 – Conferences	200.000	
A0705 – Studies and consultations		
Other expenditure (specify)		
Information systems (A-5001/A-4300)		
Other expenditure - Part A (specify)		
Total	421.750	

The amounts are total expenditure for twelve months.

I.	Annual total (7.2 + 7.3)	€ 2.239.750
II.	Duration of action	7 years
III.	Total cost of action (I x II)	€ 15.678.250

The needs for human and administrative resources shall be covered within the allocation granted to the managing DG in the framework of the annual allocation procedure.

8. FOLLOW-UP AND EVALUATION

See initial proposal.

9. ANTI-FRAUD MEASURES

See initial proposal.